

Les actionnaires d'AXA ressentent la menace d'une pression accrue de la part des militants

Par BDS Movement, le 26 juillet 2020

Près de 5000 personnes de toute l'Europe ont [écrit](#) aux représentants d'AXA, avant la réunion 2020 des actionnaires de la société le mois dernier, pour les inciter à soutenir la fin des investissements de la compagnie dans les banques israéliennes profondément impliquées dans l'oppression des Palestiniens.

La coalition Stop AXA Assistance to Israeli Apartheid [Arrêtez l'aide d'AXA à l'apartheid israélien] veut que la compagnie mette complètement fin à sa complicité dans les violations des droits humains par Israël, qui sont en conflit avec les propres politiques d'« investissement responsable » de la compagnie.

Plus de douze défenseurs éminents des droits humains de cinq pays différents ont diffusé des vidéos appelant AXA à désinvestir, y compris l'artiste [Code Rouge](#), le juriste [Ghislain Poissonnier](#) et l'ancienne députée de Die Linke (Allemagne) [Annette Groth](#).

[\[Vidéo de Alima Boumediene-Thiery – avocate, ancienne parlementaire et militante des droits humains\]](#)

AXA a fait des changements significatifs dans son investissement dans des compagnies qui sont profondément impliquées dans l'apartheid israélien. Au cours des dix-huit

derniers mois, AXA a réduit ses actions dans Equitable Holdings, la compagnie directement investie dans Elbit Systems, de 64% à seulement 9%. Mais AXA a augmenté ses investissements directs dans trois banques israéliennes : Mizrahi Tefahot Bank, Bank Leumi et Israel Discount Bank. Ces trois banques sont sur [la base de données des Nations Unies](#) des compagnies impliquées dans des affaires avec l'entreprise illégale de colonisation israélienne.

En conséquence, la coalition Stop AXA Assistance to Israeli Apartheid a accru ses actions dans la période précédant la réunion des actionnaires d'AXA pour garantir que le désinvestissement de l'apartheid israélien soit à l'ordre du jour.

Des [appels](#) à AXA en faveur du désinvestissement figuraient aussi dans les manifestations contre les plans d'Israël d'annexer formellement de larges pans du territoire palestinien occupé.

À [Madrid, Bruxelles et Anvers](#) le 18 juin, des militants des droits humains ont [protesté](#) devant les sièges d'AXA appelant au désinvestissement des trois banques israéliennes et à un désinvestissement total de Equitable Holdings. Le 26, des militants de Berlin [ont manifesté](#) contre AXA, et [de même](#) à Paris quelques jours plus tard.

Des milliers ont regardé le [webinar](#) préparé par Intal Globalize Solidarity, avec Fayrouz Sharqawi de [Grassroots Jerusalem](#), Alys Samson Estapé, coordinatrice Europe du comité national palestinien BDS et Jasper Thys, membre d'Intal.

Pendant la réunion des actionnaires d'AXA, la coalition a repris le hashtag officiel #AXAG2020.



Le PDG d'AXA, Thomas Buberl, affirme que sa compagnie « [agit pour le progrès humain en protégeant ce qui est important](#) ».

Compte tenu de la complicité d'AXA dans l'Apartheid israélien contre les Palestiniens, est-ce que les droits humains palestiniens importent à AXA ?

AXA a pris des mesures importantes vis-à-vis du changement climatique. En 2015, le groupe AXA a été [le premier](#) à s'engager à désinvestir des carburants fossiles, en présentant en 2020 [une nouvelle stratégie pour le climat](#). Si ce sont des mesures positives, elles témoignent d'une interprétation hypocrite de la justice climatique, étant donné la complicité persistante d'AXA dans de graves violations des droits humains palestiniens. Comme Abeer Butmeh, coordinatrice du réseau d'ONG palestiniennes pour l'environnement, l'a [dit](#) :

« Pour les Palestiniens, le changement climatique n'est pas seulement un phénomène naturel, mais aussi un phénomène politique. Le régime d'occupation et d'apartheid [d'Israël](#), qui nous dénie le droit de gérer notre terre et nos ressources, exacerbe la crise climatique à laquelle les Palestiniens sont confrontés, nous rendant plus vulnérables aux événements liés au climat. »

En Cisjordanie occupée, Israël vole et détruit systématiquement les ressources de terre et d'eau palestiniennes. Israël contrôle plus de [60 %](#) des terres en Cisjordanie, où [640 000](#) Israéliens vivent maintenant dans des colonies illégales. Les colons israéliens consomment [six fois](#) plus d'eau que les 2,9 millions de résidents palestiniens de Cisjordanie. Israël a aussi [déraciné 800 000 oliviers depuis 1967](#). L'apartheid israélien [n'est pas « vert »](#).

En investissant dans des banques israéliennes complices qui contribuent à construire et à financer des colonies israéliennes illégales, AXA est impliquée dans des crimes de guerre contre les Palestiniens autochtones.

AXA a aussi investi dans la recherche pour lutter contre la pandémie de COVID-19, mais cette recherche n'atténue ni

n'excuse les dommages des investissements d'AXA dans les violations sérieuses des droits humains par Israël. Pendant cette période difficile, l'accès aux soins devrait être garanti sans restrictions, mais Israël continue sa répression brutale des Palestiniens et le vol de leurs terres malgré la pandémie.

C'est précisément le #CoronaRacism d'Israël et ses politiques d'apartheid qui rendent les Palestiniens encore plus vulnérables au COVID-19. Non seulement AXA contribue à privatiser les soins, elle met en danger les vies palestiniennes. En investissant dans l'apartheid et l'occupation israéliens, AXA bloque l'accès des Palestiniens à la santé.

Bien qu'AXA soit [signataire](#) de la Convention mondiale des Nations Unies, elle viole ses [principes](#) en montrant une totale indifférence envers les droits humains. Le [rapport](#) des actionnaires d'AXA, de fait, ne mentionne pas une seule fois les droits humains.

Les manifestations et les campagnes de pression publiques qui exposent l'implication commerciale d'AXA dans les violations sérieuses des droits humains par Israël dans les territoires palestiniens occupés augmenteront jusqu'à ce qu'AXA se déinvestisse totalement des banques israéliennes complices et mette fin à son investissement dans Equitable Holdings.

Nous demandons à tous ceux intéressés, en particulier les personnes de conscience, les syndicats, les espaces et les entreprises communautaires qui s'assurent chez AXA et se préoccupent des droits humains, de nous contacter à : alys@bdsmovement.net.

Traduction : CG pour BDS France

Source : [BDS Movement](#)

Message aux actionnaires à l'occasion de l'assemblée générale d'AXA

L'assemblée générale annuelle des actionnaires d'AXA devait avoir lieu ce jour. Nous avons prévu de diffuser aux actionnaires l'appel publié ci-dessous. Mais nous avons appris que cette assemblée générale a eu lieu ... sans la présence physique des actionnaires. C'est pourquoi nous avons néanmoins tenu à nous afficher sur la photo ci-jointe, pour confirmer la permanence de notre engagement pour qu'AXA se désinvestisse de toute complicité avec les violations du droit international par l'Etat d'Israël.

Par BDS France, le 30 juin 2020

Chers actionnaires d'AXA,

Lors des assemblées générales d'AXA de 2017, 2018 et 2019, nous vous avons informés des manquements graves d'AXA à ses propres directives déontologiques concernant sa politique d'investissement en rapport avec les violations très graves du droit international par l'État d'Israël, violations qui risquent d'être accentuées très prochainement par l'annexion par Israël d'une grande partie de la Cisjordanie.

Suite à nos interpellations, AXA a diminué certains investissements complices de ces violations, mais la réalité reste préoccupante. En effet :

1) AXA a investi dans les cinq plus grandes banques israéliennes : Bank Hapoalim, Bank Leumi, First International Bank of Israel, Israel Discount Bank et Mizrahi Tefahot Bank.

Or non seulement ces banques figurent parmi les entreprises enregistrées dans la base de données de l'O.N.U. en tant qu'entreprises finançant la colonisation israélienne, mais de plus AXA a, au cours de l'an dernier, triplé ses investissements directs dans les banques : Bank Leumi, Israel Discount Bank et Mizrahi Tefahot Bank

2) AXA détient encore 9% du capital de la société Equitable Holding, une filiale périphérique qui possède 157 millions de dollars d'investissement dans la société d'armement Elbit Systems, entreprise israélienne d'armement majeure, connue pour son utilisation et ses exportations d'armes testées contre la population palestinienne et pour sa production de bombes à sous-munitions et au phosphore blanc, déclarées illégales par la Convention sur les armes à sous-munitions en 2010. Par contre AXA s'est séparé en 2020 de ses dernières participations directes au capital d'Elbit Systems, ce dont nous nous félicitons.

Depuis 2017, nous demandons au conseil d'administration d'AXA de se débarrasser de ces investissements, qui ternissent gravement l'image de l'entreprise. La direction d'AXA continue de nier la réalité de ces investissements, et dans le même temps, elle affirme qu'ils ne sont pas problématiques, ce qui est contradictoire. La réputation d'AXA est entachée par le maintien de ces investissements qui portent atteinte aux droits des Palestiniens. L'image d'AXA ne pourra que se détériorer si elle continue de se rendre complice des violations des droits des Palestiniens, alors même qu'AXA se déclare fière de financer à présent des recherches contre le Covid-19.

Si AXA se soucie ainsi de la vie des gens, elle ne devrait pas être complice des crimes contre un peuple et investir dans des financements qui servent à tuer des Palestiniens et d'autres populations.

De plus en plus d'entreprises font le choix de se défaire de l'apartheid israélien. Des fonds de pension comme PGGM aux Pays-Bas, FDC au Luxembourg, ont vendu leurs parts dans les banques israéliennes il y a quelques années. Fin 2018, la banque britannique HSBC s'est également retirée du capital d'Elbit Systems.

Vous, actionnaires d'AXA, avez le pouvoir d'exiger d'AXA qu'elle se désinvestisse des entreprises israéliennes impliquées dans l'apartheid israélien, et notamment des banques israéliennes qui financent la colonisation et qui refusent de reconnaître les droits humains des Palestiniens et nuisent aux intérêts d'AXA et à ses propres directives déontologiques.

Coalition Stop AXA Assistance to Israeli Apartheid
stop.axa.assistance.apartheid@gmail.com

(IPNS – Ne pas jeter sur la voie publique) – Le 30 juin 2020

**À la veille de l'AG d'AXA,
disons à AXA : arrêtez de
financer l'apartheid
israélien !**

Par BDS Movement, le 5 juin 2020

À la veille de l'assemblée générale des actionnaires d'AXA, le 30 juin, exigez que le groupe se désinvestisse des sociétés qui sont complices de l'apartheid israélien, pendant que la COVID-19 et l'annexion israélienne aggravent encore les

menaces pour les Palestiniens.

La société d'assurance française **AXA va tenir son assemblée générale annuelle le 30 juin**. Nous devons faire en sorte que son désinvestissement de l'apartheid israélien figure en tête de son ordre du jour. Bien qu'elle revendique sa responsabilité sociale, [AXA a presque triplé ses investissements dans trois banques israéliennes](#) qui financent les colonies de peuplement illégales d'Israël.

AXA détient également 9,03 % dans Equitable Holdings qui **investit dans cinq banques israéliennes complices et dans la plus grande entreprise d'armement privée d'Israël**, Elbit Systems, qui vante les mérites de ses armes et de ses technologies de surveillance comme étant « *testées sur le terrain* », c'est-à-dire, sur les Palestiniens.

Tout récemment, ces cinq banques israéliennes ont figuré dans [la liste, éditée par les Nations-Unies, des sociétés complices](#) impliquées dans l'entreprise coloniale illégale d'Israël.

Israël ayant projeté d'annexer des pans entiers de la Cisjordanie palestinienne occupée, la nécessité pour AXA de mettre fin à sa complicité devient encore plus urgente. Les trois banques israéliennes que finance AXA assurent des financements aux colonies illégales qu'Israël veut annexer. Elbit Systems équipe le mur d'apartheid d'Israël qui lui permet de voler des terres et de dénier tous droits humains aux Palestiniens.

Trois mesures à prendre pour être sûrs que les actionnaires d'AXA sachent pourquoi ils doivent se désinvestir :

1 – **un embouteillage d'emails** : utilisez le formulaire sur le côté droit de cette page (à la source) pour envoyer un email au PDG d'AXA en Europe qui participera à l'AG des actionnaires d'AXA le 30 juin, pour leur demander de se désinvestir.

2 – **une tempête sur les médias sociaux** : partagez sur les médias sociaux l'appel à AXA au désinvestissement avec ces deux tweets : [tweet 1](#), [tweet 2](#) (à la source)

3 – **Appel en vidéo au désinvestissement** : suivez nos médias sociaux pour voir les vidéos de personnalités éminentes appelant AXA à se désinvestir, et partagez-les avec les hashtags : **#AXADivest**, **#AxaSolidarityResponse** ou **#AXAHeartsinAction** (voir l'exemple ci-dessous)

[Vidéo](#) : Ghislain Poissonier, magistrat français

[Vidéo](#) : Annette Groth, ancienne députée de DIE LINKE (Allemagne)

AXA investit dans la recherche pour combattre la COVID-19, mais cette recherche n'atténue aucunement les dommages causés par les investissements d'AXA dans l'apartheid d'Israël. Israël poursuit sa répression brutale et le vol des terres palestiniennes en dépit de la pandémie, et ce sont précisément les choix politiques de l'apartheid d'Israël qui font que les Palestiniens sont encore plus vulnérables à la COVID-19.

Notre campagne a un impact. Depuis son lancement, AXA a cédé ses parts dans Elbit Systems et à la banque Hapoalim. AXA a aussi considérablement réduit sa participation dans Equitable Holdings, désormais une société indépendante dont AXA détient 9,03 %. **Mais les investissements d'AXA dans les trois banques israéliennes ont presque triplé !** Aidez-nous à faire en sorte que les actionnaires d'AXA entendent bien notre message, et agissent.

Traduction : BP pour BDS FRANCE

Source : [Bds Movement](#)

L'alliance Europe-Israël et BDS. Conférence de David Cronin à Clermont-Fd.

David Cronin est un journaliste irlandais qui travaille actuellement pour The Electronic Intifada, et vit à Bruxelles.

Le conférencier a dénoncé l'hypocrisie de l'UE, et de la France, dans leurs timides ou complaisantes réactions au plan d'annexion Trump-Netanyahou. Il a expliqué les financements de l'industrie israélienne, y compris militaire et sécuritaire, par le programme Horizon 2020 de l'UE, et la collaboration avec la France.

L'UE et la France ont voulu introduire de nouvelles définitions de l'antisémitisme, dans le but de lutter contre la critique de la politique israélienne. Tout ceci est toutefois voué à l'échec car le mouvement de solidarité et BDS sont des mouvements antiracistes.

Durant le débat les militant.e.s de l'AFPS 63-BDSF 63 ont rappelé la campagne BDS contre la compagnie d'assurance AXA qui investit dans l'industrie militaire israélienne (Elbit System). Après le débat une quinzaine de nouvelles personnes (dont David Cronin) ont signé les pétitions « Trump c'est trop » et celle de la Coalition contre AXA, et pris des cartes postales contre AXA et PUMA, pendant que d'autres achetaient de l'huile d'olive et du savon de Palestine, ainsi que le livre dédicacé par David Cronin !



Environ 45 personnes ont assisté à cette conférence-débat

organisée le 20/02/2020 par l'Association des Amis du Temps des Cerises, en partenariat avec l'AFPS 63. La conférence de David Cronin est basée sur son livre «Europe Israël : Une alliance contre-nature ? » (2012) traduction de « Europe's Alliance with Israel » (2010). David Cronin a parcouru les couloirs de Bruxelles pour interroger hauts fonctionnaires et diplomates. Il a épluché les programmes européens et examiné les liens étroits que tissent les entreprises du continent avec l'Etat israélien. Son enquête a été saluée, entre autres, par Ken Loach et Robert Fisk.

Le conférencier a expliqué en détail les financements de l'industrie israélienne, y compris militaire et sécuritaire, par le programme Horizon 2020 de l'UE (pour 2014-2020 on estime à 1.4 milliard d'euros le soutien à Israël). Par ailleurs, la compagnie Israel Weapon Industry, qui fabrique les fusils utilisés par les snippers contre les manifestants désarmés de Gaza, expose au salon EuroSatory en France... Et Thalès collabore avec Israël sur des drones testés sur la population de Gaza.

Alors que des définitions très simples et claires de l'antisémitisme existent depuis longtemps, l'UE et la France ont voulu introduire depuis 2004 de nouvelles définitions dans le but de lutter contre la critique de la politique israélienne, reprises en 2016 avec la définition « IHRA » que le lobby pro-israélien (auquel appartient la présidente de Commission européenne, ainsi que des dirigeants de l'extrême droite européenne) utilise dans ses tentatives pour faire taire la critique de l'apartheid et l'appel au boycott. Tout ceci est toutefois voué à l'échec car le mouvement de solidarité et BDS sont des mouvements antiracistes.

Mobilisation contre AXA à Clermont-Ferrand

BDS a été au centre des débats de nos 8h pour la Palestine le 30 novembre à Clermont-Ferrand, à l'appel de l'AFPS 63 et BDSF 63, avec 230 participants, dont 150 qui ont assisté à la conférence de Sarah Katz et Pierre Stambul sur Gaza et au Skype avec Nabila Kilani à Gaza, ainsi qu'aux témoignages de 8 voyageurs de retour de Palestine, et 140 qui ont partagé un buffet palestinien et des spectacles musicaux.



La journée du 29 novembre de la Coalition internationale contre AXA a été expliquée oralement et par un tract, une pétition à l'accueil (39 signatures), et des cartes postales pour le président d'AXA France (85 prises par les participants). Une grande affiche ciblant AXA décorait la salle du repas.



**Agissez pour mettre fin à
l'apartheid climatique
d'Israël envers les**

Palestiniens

Chers sympathisants, chères sympathisantes

Nous participons à la semaine mondiale d'actions pour le climat (20-27 septembre) en exigeant la fin de l'utilisation des combustibles fossiles, la justice climatique pour tous, et une action gouvernementale au sommet des Nations unies pour le climat.

La crise climatique de plus en plus catastrophique, aggravée par les inégalités globales, est le fruit de la complicité de grandes sociétés et de gouvernements qui placent le profit avant les gens et la planète.

Celles et ceux qui détiennent le moins de pouvoir sont les plus affectés par la crise climatique. Ne contrôlant ni leur territoire ni leurs ressources naturelles, les Palestiniens indigènes soumis au régime répressif d'Israël subissent un apartheid climatique.

Les firmes multinationales investissent dans les combustibles fossiles ainsi que dans l'oppression du peuple palestinien par Israël, le pillage des ressources naturelles palestiniennes et l'exploitation des terres palestiniennes.

Menez deux actions sans délai :

1. [Cliquez ici](#) pour dire à la banque britannique HSBC de **cesser de financer la répression israélienne et l'industrie des combustibles fossiles**
2. [Cliquez ici](#) pour dire à AXA, géant français des assurances, de **désinvestir du régime colonial d'Israël et des combustibles fossiles qui détruisent la planète**

La pollution de l'eau, de l'air et des sols causée par le blocus israélien de Gaza et les guerres menées par Israël contre Gaza empoisonnent la vie de ce territoire. Dans le

reste des territoires palestiniens occupés, Israël vole la terre et l'eau palestiniennes, et détruit des oliviers centenaires et des installations d'énergie solaire.

Israël s'efforce de repeindre son image en vert. Cependant Israël exploite d'importants gisements de gaz à des fins d'exportation, et 97,7% de sa production d'électricité provient de combustibles fossiles. La guerre, activité régulière du gouvernement israélien, est l'une des industries les plus polluantes du monde.

Les combats contre le racisme et la militarisation, pour le climat, pour la justice économique et sociale sont profondément interconnectés. Participez, là où vous vous trouvez, aux actions de la semaine pour le climat, et agissez pour mettre fin à l'apartheid climatique d'Israël envers les Palestiniens.

En solidarité,

Comité national palestinien pour le BDS (BNC)

Source : [BDS movement](#)

Traduction SM pour BDS France

Coalition Stop AXA à Clermont-Ferrand

Douze militant-e-s AFPS, Attac, BDSF, CGT, LDH, Solidaires du 63, renforcés par un militant UJFP et une militante BDS en tournée, se sont rassemblés le 13 avril 2019 devant une agence AXA du centre ville de Clermont-Ferrand, avec deux grandes banderoles, des drapeaux, un tract pour la Coalition « Stop

AXA Assistance to Israeli Apartheid » de 19 pays, [cosigné par les 6 organisations](#), et des cartes postales à envoyer au président d'AXA France. Ils ont demandé à AXA de mettre fin à ses investissements dans les banques israéliennes complices de la colonisation des territoires palestiniens, et dans la firme Elbit Systems qui fournit l'armée israélienne pour ses opérations meurtrières à Gaza. Et proposé aux citoyens de participer à une action internationale sur twitter, le 17 avril 2019.



L'action s'est terminée en déployant nos banderoles et distribuant nos tracts (1.100 au total) devant l'entrée du centre commercial voisin. L'accueil a été bon de la part de nombreuses personnes, qui souvent découvraient l'investissement d'AXA dans l'apartheid israélien, nous ont parfois encouragé et ont signé 37 cartes postales que nous enverrons au Président d'AXA France.

La Campagne Eurovision à l'AG de l'UD CGT 63

Un militant AFPS 63 et BDSF 63 a été invité à présenter la Campagne Eurovision à l'AG de l'UD CGT 63, réunissant plus de 100 syndicalistes le 18 janvier 2019.

Le contexte de l'Eurovision, de l'apartheid en Israël et de la colonisation de la Palestine, et la [Campagne lancée en France par 75 organisations](#) (dont l'UD CGT 63), ont été rappelés, et un [tract explicatif](#) a été mis à disposition des participants.

Puis, à la pause café, 35 participants (dont une large partie du bureau de l'UD) ont partagé leur photo pour [l'album BoycottEurovision2019 de la page Facebook de l'AFPS 63](#) . Ce

qui porte notre album à plus de 200 personnes.



Par ailleurs, une vingtaine de cartes postales à envoyer au président d'AXA France pour le désinvestissement des banques israéliennes et de l'industriel de l'armement Elbit System ont été prises par des militants de l'AG.



« AXA, n'assurez pas l'apartheid israélien », à Clermont-Ferrand

De 15 à 20 militants AFPS, Attac, BDSF, CGT, LDH, Solidaires se sont rassemblés le 6 décembre 2018 devant deux agences AXA du centre ville de Clermont-Ferrand, avec deux grandes banderoles, des drapeaux, des [tracts cosignés par les 6 organisations](#), et des cartes postales à envoyer au président d'AXA France. Ils ont demandé à AXA de mettre fin à ses investissements dans les banques israéliennes complices de la colonisation des territoires palestiniens, et dans la firme Elbit Systems qui fournit l'armée israélienne pour ses opérations meurtrières à Gaza.



Une déambulation derrière nos banderoles a eu lieu sur près d'un km en centre ville pour passer d'une agence à l'autre, via la place de Jaude. Un dossier expliquant les raisons et les objectifs de la campagne a été remis aux deux directeurs d'agences. Il a aussi été envoyé à 4 autres agences de Clermont-Ferrand et 3 agences d'Issoire (63).



L'action s'est terminée en déployant nos banderoles et distribuant nos tracts (800 au total) devant l'entrée du centre commercial voisin, où de nombreux passants, souvent jeunes, se pressaient en cette période d'avant Noël. L'accueil a été excellent de la part de nombreuses personnes, qui souvent découvraient l'investissement d'AXA dans l'apartheid israélien, étaient ouverts à la discussion, nous ont chaudement encouragés et ont signé 48 cartes postales que nous enverrons au Président d'AXA France (des dizaines d'autres cartes ont été prises par celles/ceux qui ont souhaité les envoyer par eux-mêmes).

Le géant de l'assurance AXA est exhorté à mettre fin à son soutien en faveur des crimes de guerre israéliens

Ali Abunimah – [The Electronic Intifada](#) – 31 juillet 2017

Soixante-dix organisations, partis politiques et syndicats exhortent le géant des assurances aux origines françaises AXA à mettre fin à son soutien à l'occupation, au colonialisme et à l'apartheid israéliens.

Ils affirment qu'AXA doit se désinvestir des trois banques israéliennes – Hapoalim, Leumi et Mizrahi Tefahot – impliquées dans la construction des colonies de peuplement illégales d'Israël sur la terre palestinienne occupée.

Les groupes indiquent également que par le biais de sa filiale AB, AXA détient des parts chez le fabricant d'armes israélien

Elbit.

Dans [une déclaration ce vendredi](#), ces groupes de la société civile soulignent que des campagnes populaires ont contraint plusieurs grandes sociétés, dont Veolia et Orange, à cesser leur participation dans la colonisation israélienne.

La complicité des banques israéliennes a déjà conduit plusieurs grandes institutions financières à travers le monde à se désinvestir des banques israéliennes ou de les exclure de leurs portefeuilles.

Des banques capitales pour l'occupation

Cinq grandes banques israéliennes, dont les trois dans lesquelles AXA a investi, sont fortement impliquées dans la colonisation illégale de la Cisjordanie occupée par Israël.

Selon le groupe de recherche *Who Profits*, « les banques israéliennes fournissent l'infrastructure financière pour toutes les activités des entreprises, agences gouvernementales et personnes liées à l'occupation continue de la terre palestinienne ».

En janvier 2016, *Human Rights Watch* a mis en avant le rôle des banques israéliennes dans l'activité de colonisation – un crime de guerre en vertu du droit international.

Human Rights Watch a déclaré que les banques israéliennes « aident les colonies illégales en Cisjordanie à fonctionner comme des marchés immobiliers viables, permettant ainsi au gouvernement d'y transférer des colons ».

Ce groupe, basé à New York, a aussi exhorté toutes les entreprises à mettre fin totalement à leurs activités professionnelles dans les colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem.

« Les entreprises coloniales contribuent inévitablement à la

politique israélienne qui dépossède et discrimine gravement les Palestiniens, tout en tirant profit du vol par Israël de la terre et des autres ressources palestiniennes », soutient Arvind Ganesan, directeur de la division commerciale et des droits de l'homme d'*Human Rights Watch*.

En mars, des organisations de défense des droits de l'homme, françaises et palestiniennes, ont publié un rapport révélant que, comme AXA, plusieurs autres institutions financières françaises – BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et BPCE – détenaient aussi des parts dans des banques israéliennes.

Ces organisations des droits de l'homme tiennent l'État français – qui réglemente ces institutions financières – responsable pour les laisser soutenir la colonisation israélienne. « *Le gouvernement français doit exercer des pressions sur ces banques et compagnies d'assurances afin qu'elles cessent l'ensemble de leur soutien* », ont déclaré ces organisations.

« Une coquille vide »

De grandes compagnies d'assurances ont déjà été accusées de complicité dans de graves crimes contre l'humanité. AXA est l'un des grands assureurs européens à avoir conclu un accord avec le Congrès juif mondial, il y a près de 20 ans, pour payer les polices d'assurances des victimes de l'Holocauste nazi.

Le Congrès juif mondial a présenté cet accord comme une victoire pour les « *survivants de l'Holocauste et de la cause de la justice* ».

AXA, qui opère dans des dizaines de pays et compte plus de 100 millions de clients, a approuvé le Pacte mondial des Nations-Unies pour un développement durable, et s'est engagée « *à intégrer les 10 principes universels des droits de l'homme, du*

travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption » dans sa politique de responsabilité sociale et environnementale.

Ces principes incluent la Déclaration universelle des droits de l'homme.

« *L'engagement d'AXA à respecter ces dix principes du Pacte mondial des Nations-Unies restera une coquille vide tant qu'AXA continuera de tirer profit de l'oppression du peuple palestinien et de l'occupation continue des terres palestiniennes* » déclarent les 70 organisations de la société civile.

Source : <https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/-insurance-giant-axa-urged-end-support-israeli-war-crimes>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE